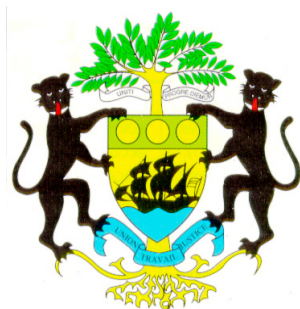


REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice



RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER

ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2013

Préparé

Sous l'autorité du Président de la République, Chef de l'Etat
et sous la direction du Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Présenté par :

- **M. Luc OYOUBI**, Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable
- **Mme Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA**, Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE DE LA LOI DE FINANCES POUR 2013	4
I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	5
A- Conjoncture dans les principaux pays avancés	5
B- Conjoncture dans les pays en transition	5
C- Conjoncture dans les pays émergents et en développement	6
D- Conjoncture dans les pays de la CEMAC	6
E- L'évolution des cours des produits de base	6
1. Le pétrole	6
2. Les oléagineux	7
3. Le caoutchouc	7
4. Le café	7
5. Le cacao	7
6. Le sucre	7
7. L'or	8
II - LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL	9
A- Les principaux secteurs d'exportation	9
1. Le secteur pétrolier	9
2. Le secteur des mines	9
3. La filière bois	9
B- Les autres secteurs d'activité	10
1. L'agriculture, l'élevage et la pêche	10
2. Les agro-industries	10
3. Les autres industries	10
4. Le bâtiment et travaux publics	10
5. L'eau et l'électricité	10
6. Le raffinage	11
7. Les transports et télécommunications	11
8. Les autres services	11
9. Le commerce	12
C- Le Produit intérieur brut en 2012	12
D- La Situation monétaire	13
1. Les ressources du système monétaire	13
2. Les contreparties de la masse monétaire	14
3. La politique monétaire	14
E- Situation de l'exécution des finances publiques au 30 juin 2013	15
1. Solde d'exécution	15
2. Exécution des ressources budgétaires	15
3. Exécution des dépenses budgétaires	17
3.1. Les dépenses de fonctionnement	17
3.2. Les dépenses d'investissement	18

3.3. La dette publique.....	19
DEUXIEME PARTIE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET POLITIQUE DU GOUVERNEMENT	21
I-PERSPECTIVES ECONOMIQUES	22
A- Les principales hypothèses.....	22
B- Les résultats de la projection.....	23
1. L'équilibre des biens et services.....	23
2. Les comptes des agents.....	24
II- POLITIQUE ECONOMIQUE	25
TROISIEME PARTIE L'EQUILIBRE FINANCIER.....	27
I-EQUILIBRE DES OPERATIONS BUDGETAIRES	28
A- Ressources propres.....	29
1. Les recettes pétrolières.....	29
2. Les recettes hors pétrole (hors dons).....	30
B- Dépenses totales (hors remboursement en capital).....	31
1. Analyse globale.....	31
2. Analyse détaillée.....	32
2.1 Les intérêts de la dette publique.....	32
2.2 Le fonctionnement.....	32
2.3 Les dépenses en capital.....	33
II - EQUILIBRE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	35
A- Ressources d'emprunt.....	35
B- Prêts, Avances et Dépôts.....	37
C- Affectation des résultats.....	37

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE DE LA LOI DE FINANCES POUR 2013

I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Les perspectives économiques mondiales font apparaître une croissance modérée pour l'année 2013.

L'activité économique au niveau international serait marquée par une récession dans plusieurs pays avancés, notamment ceux de la zone euro. Dans les pays émergents et en développement, la croissance, bien que forte, tendrait à s'essouffler en liaison avec une baisse prévisible de la demande extérieure.

Dans ce contexte, l'économie mondiale pourrait enregistrer une progression moins forte estimée à 3,1% contre 3,3% dans les prévisions précédentes d'avril 2013.

A- Conjoncture dans les principaux pays avancés

La situation économique des pays avancés resterait fragile avec une prévision de croissance de 1,2%. La crise financière en Europe et les difficultés budgétaires aux États-Unis expliqueraient cette évolution. Par ailleurs, l'atonie de la consommation dans ces pays ne favoriserait pas une reprise plus accélérée de l'économie.

Aux **États-Unis**, l'activité ralentirait à 1,7% en raison des incertitudes relatives à la politique budgétaire, en dépit du redressement du marché immobilier, de l'amélioration des conditions du crédit et de la reprise de la demande privée.

Au **Japon**, le retour de la confiance des ménages, après les catastrophes naturelles enregistrées en 2012, permettrait de dynamiser la demande interne. Ceci, favoriserait une légère amélioration de l'économie qui progresserait de 2%.

La **zone euro** enregistrerait pour la deuxième année consécutive, une croissance négative attendue à -0,6%. Cette évolution résulterait d'une récession prolongée dans de nombreux pays de cette zone. Ces pays resteraient confrontés à des tensions budgétaires et financières qui pénaliseraient la demande et l'emploi.

L'**Allemagne**, la **France**, l'**Italie** et l'**Espagne** enregistreraient respectivement les taux de croissance suivants: 0,3%; -0,2%; -1,8%; -1,6%.

En **Grande-Bretagne**, le taux de croissance serait de 0,9% en 2013.

B- Conjoncture dans les pays en transition

Dans les pays d'**Europe centrale et orientale**, l'économie progresserait à un rythme modéré avec une croissance attendue de 2,2%. Dans ce contexte, l'économie **russe** serait l'une des plus dynamiques de la région et augmenterait de 2,5%.

C- Conjoncture dans les pays émergents et en développement

L'économie des pays émergents et en développement resterait solide avec une croissance de 5%. Toutefois, elle tendrait à s'essouffler du fait d'une baisse prolongée de la demande et d'un ralentissement des cours des matières premières.

En **Asie**, les économies chinoise et indienne resteraient bien orientées en dépit du ralentissement prévisible de la demande extérieure. L'expansion économique serait alimentée par la consommation et des investissements robustes. Ainsi, la croissance serait respectivement de 7,8% et 5,6% en **Chine** et en **Inde**.

Les pays d'**Amérique du sud** connaîtraient une évolution économique moyenne, marquée par une croissance de 3%. Dans ce contexte, le **Brésil** et le **Mexique**, les deux plus grandes économies de cette région, progresseraient respectivement de 2,5% et 2,9%.

En **Afrique subsaharienne** la croissance resterait forte en dépit de la baisse de la demande extérieure et des cours des matières premières. Le PIB progresserait de 5,1%. La croissance de la zone reposerait sur les investissements dans le domaine des infrastructures et sur une consommation vigoureuse.

D- Conjoncture dans les pays de la CEMAC

La situation économique des pays de la **CEMAC** serait marquée par la baisse des investissements publics et le retrait de la production pétrolière dans plusieurs pays. Ainsi, la croissance du PIB s'établirait à 3,2% en 2013 pour la zone, dont 1,4% pour le secteur pétrolier et 3,5% pour le secteur non pétrolier.

E- L'évolution des cours des produits de base

En 2013, les cours des matières premières devraient rester très instables, non seulement en raison du climat économique, mais aussi des tensions politiques dans certaines régions du monde. Comme par le passé, la progression de la demande continuerait de provenir des pays émergents et de la **Chine** en particulier.

1. Le pétrole

Le marché du pétrole serait marqué en 2013 par une demande affaiblie par le ralentissement de la croissance mondiale, surtout de la zone euro. Par ailleurs, l'augmentation de la production mondiale d'un million de baril jour (mbj), provenant essentiellement des pays producteurs hors-OPEP, notamment l'**Amérique du Nord** avec des gisements non conventionnels, pèserait sur les cours. Dans ce contexte, les prix moyens du Brent devraient baisser pour se situer à 102,6 dollars américains (USD) le baril en 2013, contre 111,9 USD le

baril en 2012.

2. Les oléagineux

La production mondiale d'huile de palme devrait atteindre 54,3 millions de tonnes pour la campagne 2012/2013 contre 50,7 millions en 2011/2012, soit une hausse de 7,1%. Dans un contexte marqué par des stocks importants et une campagne occidentale contre la consommation de l'huile de palme, évoquant l'impact environnemental des immenses plantations asiatiques et les méfaits sur la santé, les cours de l'huile de palme devraient baisser, se fixant à 860 USD la tonne contre 999 USD la tonne en 2012.

3. Le caoutchouc

En 2013, la production mondiale de caoutchouc naturel devrait augmenter de 2,1% en raison de la faiblesse des prix. De même, la consommation mondiale progresserait de 4% grâce au soutien de la demande asiatique. Compte tenu de l'excédent des stocks, la variété SMR20 s'échangerait à 305 cents le kilogramme contre 338 cents le kilogramme en 2012.

4. Le café

La production mondiale de café pour la campagne 2012/2013 est estimée à 145 millions de sacs, soit une augmentation de plus de 7% par rapport à 2011/2012, en raison des conditions météorologiques favorables et du bon déroulement de la récolte, inondant ainsi le marché. De même, la consommation mondiale devrait approcher les 140,2 millions de sacs en 2012/2013, tirée par l'**Asie**.

Face à la perspective d'un important excédent, les prix moyens baisseraient en 2013 pour se situer à 150 cents la livre et 100 cents la livre respectivement pour l'Arabica et le Robusta.

5. Le cacao

Le marché mondial du cacao serait marqué en 2013 par une baisse de la production (entre 0,5% et 1,5% autour de 4 millions de tonnes), en raison des conditions climatiques défavorables causant des pertes de production parmi les principaux producteurs (**Côte d'Ivoire** et **Ghana**). Dans ces conditions, les cours du cacao devraient progresser de 5% en 2013.

6. Le sucre

La production mondiale de sucre s'établirait à 184,2 millions de tonnes en 2012/2013

contre 180,6 millions de tonnes en 2011/2012, en raison de la hausse de la production au **Brésil** et en **Inde**. En conséquence, l'excédent mondial de sucre se situerait à 9,1 millions de tonnes sur la période. De ce fait, les cours moyens devraient connaître à nouveau une baisse, pour se situer à 19 cents la livre.

7. L'or

Les cours de l'or devraient se déprécier en 2013 suite à l'effondrement du 15 avril, le plus fort depuis 30 ans à **New York**, causé par le ralentissement de la croissance en **Chine** et des informations sur la vente par **Chypre** de ses réserves. En effet, dans un contexte de remontée des taux d'intérêt à long terme, de renforcement du dollar et de baisse de la prime de risque sur les actions, ces cours devraient se situer à 1 500 USD l'once contre 1 670 USD en 2012.

II - LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL

A-Les principaux secteurs d'exportation

1. Le secteur pétrolier

En 2013, au regard du déclin naturel des champs matures, de la grève des employés du pétrole (ONEP) et de celle du personnel sur le site d'Obangue en début d'année, ainsi que des problèmes techniques rencontrés par les opérateurs, la production nationale accuserait une baisse de 3,1% pour s'établir à 11,270 millions de tonnes.

De même, le prix moyen du brut gabonais régresserait de 11,6% pour se situer à 98 USD en 2013 et le taux de change du dollar américain par rapport au F.CFA déclinerait de 2,1% pour s'établir à 500 F.CFA.

2. Le secteur des mines

Le secteur minier serait marqué par l'accroissement de la production des gisements de Ndjolé et de Bakoudou et la poursuite des grands projets industriels de Comilog avec notamment la finalisation du complexe métallurgique de Moanda C2M. Ainsi, la production nationale de manganèse se consoliderait de 27,6% pour s'établir autour de 4 millions de tonnes, en raison du contexte favorable du marché sidérurgique mondial marqué par la reconstitution des stocks et le redressement des prix du manganèse. De même, la production de l'or brut passerait à 1,2 tonne contre 623 kilogramme en 2012.

3. La filière bois

La filière bois se caractériserait par une décélération de sa croissance en 2013. Ainsi, au niveau de l'exploitation forestière, les difficultés logistiques pour le transport des grumes liées au pont de Kango et aux multiples défaillances du trafic ferroviaire, ainsi que le problème de permis en liaison avec l'aménagement durable des forêts, sont autant d'éléments qui gêneraient l'activité de cette branche.

De même, les industries de transformation du bois se caractériseraient par un ralentissement de leur activité, en raison des difficultés éprouvées par certaines entreprises ne disposant pas de permis forestiers pour s'approvisionner en grumes.

B- Les autres secteurs d'activité

1. L'agriculture, l'élevage et la pêche

Dans la branche agriculture, la filière hévéa serait marquée en 2013 par le redressement de la production dont le volume progresserait de 2,4% à 20 190 tonnes de caoutchouc usiné. Cependant, sous l'effet conjugué des difficultés d'évacuation du caoutchouc usiné dues à l'interruption du trafic sur le pont de Kango (ré ouvert en juin 2013) et à la congestion du port d'Owendo, les exportations régresseraient de 5,4%, soit un volume de 19 676 tonnes. Le chiffre d'affaires serait estimé à 31 milliards de FCFA.

2. Les agro-industries

En 2013, le groupe Castel améliorerait ses performances en raison de la bonne tenue du marché local. En dépit des difficultés techniques rencontrées par Sobraga, la production de boissons gazeuses et alcoolisées s'établirait à 2,6 millions d'hectolitres, soit une hausse de plus de 7%.

Concernant la branche meunière et avicole, la production de farine devrait s'accroître en 2013 et atteindrait 75 000 tonnes en raison de la vigueur de la demande locale. Parallèlement, les branches tabac et sucrière connaîtraient un raffermissement de leur activité à la faveur des exportations de scaferlatis et de cigarettes vers les pays de la CEMAC.

3. Les autres industries

La fermeté de la demande de matériaux de construction (ciment, sable, tôles, etc.), favorisée par la poursuite des travaux des barrages et des routes, ainsi que la construction des logements, doperait l'activité des autres industries de transformation en 2013. Ainsi, l'extraction de sable, la production de tôles et la fabrication de peintures connaîtraient une amélioration respective de 10% ; 10,7% et 2,5% des quantités produites.

4. Le bâtiment et travaux publics

L'activité du secteur des BTP se redresserait en 2013, après la morosité enregistrée en 2012. La poursuite des travaux de construction des barrages hydroélectriques, le programme d'investissement de la SEEG et des zones économiques spéciales, ainsi que des travaux du Schéma Directeur National des Infrastructures du PSGE (routes, logements, fibre optique, etc.) expliqueraient cette amélioration. Ainsi, une hausse de plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé est prévue.

5. L'eau et l'électricité

En 2013, la SEEG poursuivrait ses efforts de modernisation et de renforcement de

l'outil de production. Dans ce contexte, les quantités produites en électricité et en eau progresseraient respectivement de 7% à 2 104 gigawatt heure (Gwh) et de 3,5% à 89 millions de m³, pendant que les quantités vendues se situeraient à 1 579 Gwh (+2,9%) et 65 millions de m³ (+3,2%), imputable à la fermeté de la demande.

6. Le raffinage

En 2013, l'activité de la raffinerie connaîtrait une amélioration, suite à la poursuite des travaux de maintenance de l'outil de production et du projet de dégoullottage qui permettrait une augmentation de la capacité de production de 30 à 50%, soit 1,5 millions de tonnes. Ainsi, la société compte traiter environ 980 000 tonnes métriques de pétrole brut et ce, malgré la grève du personnel en début d'année. La demande vigoureuse du marché domestique, en liaison avec le regain d'activité attendu dans les mines, les BTP et le bois expliquerait cette situation.

7. Les transports et télécommunications

Le secteur des transports et auxiliaires de transports prévoit une appréciation de son activité en 2013 dans la plupart de ses branches. Ainsi, le transport ferroviaire et maritime tirerait profit de la conjoncture favorable dans les mines et les autres branches d'activité, avec un volume global des marchandises transportées progressant de plus de 8%.

La branche des télécommunications profiterait de la dynamique impulsée par les opérateurs de téléphonie mobile en raison de l'extension du réseau à travers le territoire, des offres de produits à forte valeur ajoutée et des campagnes promotionnelles. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du secteur s'établirait à 408,5 milliards de F.CFA, soit une augmentation de 7,5% par rapport à 2012. Cependant, du fait de la saturation du marché de la téléphonie mobile, le nombre d'abonnés au téléphone avoisinerait 2,950 millions de clients. De même, avec l'installation de la fibre optique à Libreville, puis à l'intérieur du pays, le nombre d'abonnés à internet haut débit devrait s'accroître progressivement.

8. Les autres services

Les autres services, à savoir l'hôtellerie, la restauration et le tourisme envisagent consolider les bonnes performances enregistrées ces dernières années. Ainsi, le chiffre d'affaires global devrait progresser de plus de 8% en 2013, sous l'effet de la demande soutenue du marché local, en liaison avec la conjoncture favorable des autres secteurs.

9. Le commerce

L'activité du commerce afficherait un chiffre d'affaires de 1 211 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 9,5%, due à la bonne tenue du commerce des produits pétroliers et du commerce général structuré. La fermeté de la demande du marché domestique justifierait cette évolution.

C-Le Produit intérieur brut en 2012

En 2012, le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est établi à 5,3% contre 7% en 2011. Ce ralentissement s'explique essentiellement par une baisse de l'activité pétrolière (-4,2%) malgré l'amélioration des performances du secteur hors pétrole qui affiche un taux de croissance de 9,4%.

Tableau n°1 : Évolution du taux de croissance du PIB

	2010	2011	2012
PIB total	+6,9%	+7,0%	+5,3%
PIB pétrole	5,2%	-2,4%	-4,2%
PIB hors pétrole	7,7%	+11,7%	+9,4%

Source: Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale (DGEPF)

Au niveau sectoriel, hormis le secteur primaire, qui s'est caractérisé par un repli de 3,1%, les secteurs secondaire et tertiaire ont respectivement progressé de 4,8% et de 9,8%.

La contreperformance du secteur primaire s'explique principalement par trois (3) facteurs :

- le repli de la production pétrolière de 4,2% par rapport à 2011, en raison notamment de l'absence de découverte majeure, du déclin naturel des champs matures, des difficultés techniques rencontrées par certains opérateurs ;
- la baisse de 11% de l'activité minière, justifiée par les problèmes techniques rencontrés par les opérateurs, notamment Comilog ;
- le rendement décroissant de l'agriculture de rente (-3,6%).

En revanche, le raffermissement du secteur secondaire a découlé du relèvement des activités de ses différentes branches, en particulier l'industrie du bois (+15,9%) et les autres industries (+14,5%). Par contre, le raffinage (-23,8%) et les BTP (-2,4%) ont affiché des contre-performances, le premier à cause des problèmes d'ordre technique rencontrés tout au long de l'année, le second suite à une diminution de la demande.

L'amélioration de l'activité du secteur tertiaire provient, quant à elle, des résultats positifs enregistrés dans toutes les branches, en particulier dans les services (+9,7%) et le commerce (+8,7%). Cette indication concerne également les Transports et Communications, en hausse de 11,1%.

D- La Situation monétaire

En rapport avec les évolutions du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, la situation monétaire large en décembre 2013 se caractériserait par :

- un raffermissement de la masse monétaire ;
- un renforcement des avoirs extérieurs nets ;
- une légère hausse du crédit intérieur net ;
- une amélioration de la Position Nette du Gouvernement ;
- un assouplissement de la politique monétaire.

Tableau n°2 : Situation monétaire large(en milliards de F.CFA)

	déc.-10	déc.-11	déc.-12	déc.-13*	déc.-13*/ déc.-2012
Ressources					
<i>Disponibilités monétaires</i>	926,8	1 264,9	1 305,8	1 520,1	29,6%
- Monnaie fiduciaire	221,2	291,3	293,9	328,6	11,8%
- Monnaie scripturale	706,6	973,6	1 011,9	1 191,5	17,7%
<i>Quasi-monnaie</i>	475	563,4	801,3	999	24,7%
Masse monétaire	1 402,8	1 828,3	2 107,1	2 519,1	19,6%
Ressources extra-monétaires	201,6	176,6	221,2	223	0,8%
Total Ressources	1 604,4	2 004,9	2 328,3	2 742,1	17,8%
Contreparties					
Avoirs extérieurs nets	896,2	1 006,9	1 100,6	1 486,6	35,1%
Crédit intérieur	708,2	998	1 227,7	1 255,6	2,3%
- Créances sur l'économie	647,4	921,9	1 177	1 220,1	3,7%
- Créances nettes sur l'Etat	60,8	76,1	50,7	35,5	-30%
Total Contreparties	1 604,4	2 004,9	2 328,3	2 742,2	17,8%

Source : BEAC

1. Les ressources du système monétaire

Les ressources du système monétaire augmenteraient de 17,8% pour s'établir à 2.742,1 milliards de F.cfa, en liaison avec la hausse de la masse monétaire. En effet, la masse monétaire progresserait de 19,6% pour se situer à 2.519,1 milliards de F.cfa, consécutivement à la hausse des avoirs extérieurs nets (35,1%).

La quasi-monnaie augmenterait de 24,7% pour se situer à 999 milliards de F.cfa en décembre 2013, en liaison avec la propension à épargner des agents économiques.

Les ressources extra-monétaires devraient croître de 0,8% et s'établirait à 223 milliards de F.cfa à fin décembre 2013.

2. Les contreparties de la masse monétaire

Les avoirs extérieurs nets du système bancaire enregistreraient une hausse de 35,1% pour se stabiliser à 1.486,6 milliards de F.cfa en décembre 2013. Cette situation serait imputable à la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et ceux des Banques commerciales.

Les avoirs extérieurs nets de la BEAC se consolideraient de 35,1% pour s'établir à 1.486,6 milliards de F.cfa, soutenus par la bonne tenue du compte d'opérations (28,2% à 1.044,6 milliards de F.cfa). De même, les avoirs extérieurs nets des banques primaires enregistreraient une croissance exponentielle de 258,2% pour se stabiliser à 131,1 milliards de F.cfa.

Le crédit intérieur connaîtrait une légère hausse de 2,3% en liaison avec le raffermissement des crédits à l'économie. Ainsi, il s'établirait à 1.255,6 milliards de F.cfa.

Les créances nettes sur l'État : en rapport avec les finances publiques, la situation nette débitrice de l'État s'établirait à 35,5 milliards de F.cfa en décembre 2013 contre 50,7 milliards de F.cfa un an plus tôt. Cette situation traduirait un allègement de la dette de l'État auprès du système bancaire.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'améliorerait et se chiffrerait à 76,1 milliards de F.cfa en décembre 2013 contre 79,4 milliards de FCFA l'année précédente.

Les créances sur l'économie : en hausse de 3,7%, l'encours des crédits à l'économie s'établirait à 1.220,1 milliards de F.cfa en décembre 2013. Cette évolution serait imputable au financement des programmes d'investissements du secteur privé non financier, absorbant environ 90% des concours.

3. La politique monétaire

Au plan sous régional, l'année 2013 serait marquée par un ralentissement de l'activité économique en liaison avec la baisse des investissements publics et le recul de la production pétrolière. Toutefois, la croissance dans la CEMAC demeurerait satisfaisante du fait de la bonne tenue du secteur non pétrolier. Ainsi, les projections font état d'un taux de croissance réel de 5,2%, d'une détente des pressions sur les prix, d'une amélioration de la situation monétaire et d'un redressement des comptes publics et extérieurs.

Au regard de ce qui précède, et après un examen des différents facteurs influençant la stabilité monétaire et financière, le Comité de Politique Monétaire a décidé de reconduire les principaux taux d'intervention fixés l'année antérieure :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 4% ;

- Taux des Prises en Pension : 5,75% ;
- Taux Créditeur Minimum : 3,25% ;
- Taux Débiteur Maximum : Supprimé.

Les taux d'intérêt sur les placements ont été également maintenus :

- Placements à 7 jours : 0,60% ;
- Placements à 28 jours : 0,60%+1/16 de point ;
- Placements à 84 jours : 0,60%+2/16 de point ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPP0) : 1% ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1) : 0,60% ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des dépôts Spéciaux (TISPP2) : 0,35%.

Aussi, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires, sont restés identiques :

- Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 11,75% ;
- Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 9,25% ;
- Taux de rémunération des réserves obligatoires : 0,05%.

E- Situation de l'exécution des finances publiques au 30 juin 2013

1. Solde d'exécution

Au premier semestre 2013, les ressources budgétaires mobilisées s'élèvent à 1.217,2 milliards de F.cfa contre un niveau total des dépenses (hors prêts, avances et dépôts) de 1.416,5 milliards de F.cfa. Le solde d'exécution du budget indique, un gap de 199,3 milliards de F.cfa.

2. Exécution des ressources budgétaires

Composées de ressources propres et de ressources d'emprunts liés aux investissements, le niveau des ressources totales encaissées à fin juin 2013 atteint 1.217,2 milliards F.cfa, soit 42% des prévisions de l'année.

Tableau N° 3 : Exécution des recettes budgétaires au 30 juin 2013

NATURE DE RECETTES	LF 2013	Exécution au 30/06/2013	Taux d'exécution
(en milliards de FCFA)	(a)	(b)	en % [b/a]
Recettes pétrolières	1442,4	578,3	40,1
<i>Impôts sur les sociétés</i>	215,2	141,5	65,8
<i>Redevance (RMP)</i>	424,1	196,8	46,4
<i>Contrat de partage</i>	760,8	219,9	28,9
<i>Autres</i>	42,3	20	47,3
Recettes hors pétrole	1 190,4	574,4	48,3
<i>dont Impôts et taxes directs</i>	408,5	209,3	51,2
<i>Impôts et taxes indirects</i>	277,2	130,9	47,2
Recettes douanières	399,5	185,6	46,4
Autres recettes hors pétrole	105,2	48,6	46,2
Tirages sur financements extérieurs	268,7	64,5	24
TOTAL	2 901,5	1 217,2	42

Sources : DGB, DGST, DGI, DGD, DGDDI

Les **emprunts** liés aux investissements mobilisés au premier semestre se chiffrent à 64,5 milliards de F.CFA, soit 24% des prévisions.

Les **ressources propres**, réparties entre les recettes pétrolières et les recettes hors pétrole sont recouvrées à hauteur de 1.152,7 milliards de F.CFA correspondant à 43,8% du niveau attendu.

En dépit du niveau relativement soutenu du prix du pétrole brut, les grèves des employés du secteur, les problèmes techniques sur certains champs, la poursuite du déclin des champs vieillissants et la baisse du taux de change du dollar américain, se sont soldés par un faible rendement des ressources pétrolières. Elles enregistrent en effet un taux de réalisation de 40,1% des prévisions pour se situer à 578,3 milliards de F.CFA.

Les recettes hors pétrole sont essentiellement composées des impôts et taxes directs, des impôts et taxes indirects et des recettes douanières. Elles s'établissent à 574,4 milliards de F.cfa, soit un taux de recouvrement de 48,3%.

Les **impôts et taxes directs** recouverts au premier semestre 2013 atteignent 209,3 milliards F.CFA, soit un taux de 51,2%. Ce niveau de recettes est tiré par l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui compense la contre-performance des entreprises du secteur minier. Comparées aux réalisations de 2012 à la même période, les recettes des impôts et taxes directs sont en hausse de 6,5%.

Le recouvrement des **impôts et taxes indirects** sous la période sous revue atteint

un niveau de 130,9 milliards F.CFA, soit un taux de réalisation de 47,2%.

Les *recettes douanières*, quant à elles, se chiffrent à 185,6 milliards de F.cfa, soit 46,4% des prévisions. Les mesures initiées en vue d'améliorer le suivi et la gestion des régimes suspensifs ont produit les effets escomptés.

3. Exécution des dépenses budgétaires

Tableau N°4 : Exécution des dépenses budgétaires au 30 juin 2013

Nature des charges (en milliards de FCFA)	DOTATIONS LF 2013	Exécution au 30 juin 2013	TAUX EXECUTION
FONCTIONNEMENT	1 271,4	645,2	51%
Solde permanente	498,8	258,9	52%
Main d'œuvre non permanente	52,4	36,9	70%
Biens et services	360,2	209,3	58%
Transferts et interventions	360,0	140,1	39%
INVESTISSEMENT	1 216,9	576,4	47%
Développement	1 108,7	556,7	50%
Equipement	108,2	19,7	18%
Total Charges Hors Dette	2 488,4	1 221,6	49%
DETTE	508,5	194,8	38%
Dette Extérieure	312,8	123,5	39%
Dette Intérieure	195,7	71,3	36%
<i>dont</i>			
DGD	107,6	21,5	20%
Autres	59,0	49,8	84%
TOTAL	2 996,9	1 416,4	47%

Sources : ANINF, DGB

Évaluées à 2.996,9 milliards de F.CFA, les dépenses budgétaires hors prêts, avances et dépôts ont été exécutées à fin juin 2013 à hauteur 1.416,5 milliards de F.CFA base ordonnancement, soit un taux d'exécution de 47%.

Ces dépenses se répartissent en dépenses de fonctionnement, dépenses d'investissement et de dettes.

3.1. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement comprennent la Solde Permanente, la Main d'Œuvre Non Permanente, les Biens et Services et les Transferts et Interventions.

Budgétisées globalement à 1.271,4 milliards de F.CFA, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à 645,2 milliards de F.CFA, soit 51% des prévisions.

La **Solde Permanente** a été liquidée à hauteur de 258,9 milliards de F.CFA correspondant à 51,9% de la dotation initiale arrêtée à 498,8 milliards de F.CFA. Ce montant intègre aussi bien les mandatements effectués directement par la Direction de la solde pour 249,2 milliards de F.CFA, que les crédits de solde exécutés dans le réseau secondaire du Trésor (7,8 milliards de F.CFA) et les engagements au titre des indemnités de services rendus (contractuels et autres agents militaires), du capital décès, et des divers autres indemnités (année sabbatique, etc.) pour 2,1 milliards de F.CFA.

Il importe de relever que sur ce poste de dépense, on observe depuis le mois de mai, un tassement significatif du niveau global de dépenses par rapport aux prévisions, consécutif à la mission d'assainissement du fichier de rémunération par l'opération de contrôle des homonymies et des doubles perceptions. En effet sur cette période 2,9 milliards de F.CFA d'économies ont été réalisées sur la dépense solde.

Budgétisée à 52,4 milliards de F.CFA, la **Main d'Œuvre Non Permanente** a été ordonnancée à hauteur de 36,9 milliards de F.CFA. Le taux d'exécution s'établit ainsi à 70,4%.

Les **Biens et Services** ont été ordonnancés à hauteur de 209,3 milliards de F.CFA sur une dotation de 360,2 milliards de F.CFA, soit un taux d'exécution de 58%.

Les **Transferts et Interventions** ont été exécutés à hauteur de 140,1 milliards de F.CFA base ordonnancement sur une prévision de 360 milliards de F.CFA. Ce niveau d'exécution correspond à 39%.

3.2. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement comprennent les dépenses de développement et d'équipement.

Avec une dotation globale de 948,2 milliards de F.CFA en ressources gabonaises, ces dépenses ont été ordonnancées, à fin juin, à hauteur de 576,4 milliards de F.CFA, soit un taux d'exécution de 47%.

Les **dépenses de développement** atteignent un montant de 556,7 milliards de F.CFA base ordonnancement. Le taux d'exécution s'établit à 50%.

Pour le seul mois de juin, la dépense effective sur ce poste est de 16,7 milliards de F.CFA. Les faits majeurs ont été la poursuite du *programme de constructions des préfectures et sous-préfectures à l'intérieur du pays* 2,3 milliards de F.CFA et le *recensement général de la population et des logements* 1,9 milliard de F.CFA.

Les **dépenses d'équipement** ont été ordonnancées à hauteur de 19,7 milliards de F.CFA, soit un taux d'exécution de 18%.

Le niveau des dépenses pour le seul mois de juin est de 8 milliards de F.CFA. Il a été soutenu principalement par l'*acquisition de deux bateaux baliseurs* 2,5 milliards de F.CFA, le

renforcement des capacités de mobilisation des recettes de l'Etat 1,7 milliard de F.CFA.

Les tirages sur **financements extérieurs** (finex) cumulés à fin juin 2013 s'élèvent à 64,5 milliards de F.CFA, soit 24,% des prévisions arrêtées à 268,7 milliards de FCFA. Ils ont été effectués auprès des créanciers suivants :

- **Agence Française de Développement (AFD)** : 8 milliards de F.CFA pour les projets « Plan de Développement Sanitaire », « Assainissement de la ville de Port-Gentil », « Restructuration en réseau eau de Libreville » « Assainissement de Libreville Phase II » « Réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane) et « Construction du pont d'Oloumi » ;
- **Eximbank China** : 1,981 milliard de F.CFA pour le projet « Grand Poubara » ;
- **Unicredit Bank** : 34,2 milliards de F.CFA pour la seconde phase du projet « Construction du Centre Hospitalier Universitaire de Libreville » et la construction de l'hôpital universitaire « Mère et Enfant » ;
- **BNP Paribas** : 3,137 milliards de F.CFA pour le projet « Réseau Interconnecté du Woleu Ntem » ;
- **Société Générale** : 8,975 milliards de F.CFA pour le « Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo » et le projet « Matériel de Communication ».

3.3. La dette publique

Les règlements cumulés de la dette publique au 30 juin 2013 s'élèvent à 194,8 milliards de FCFA dont 145,067 milliards de F.CFA de dettes bancaire, moratorisée et conventions diverses. Cette catégorie de dette se répartit entre le principal pour 109,248 milliards de F.CFA et les intérêts pour 35,819 milliards de F.CFA.

Les règlements de la dette extérieure se chiffrent à 123,534 milliards F.CFA et ceux de la dette intérieure s'élèvent à 71,333 milliards de F.CFA.

Les paiements de la dette extérieure en principal et en intérêts sur la période se décomposent par catégories de la manière suivante :

- 14,792 milliards de F.CFA de dettes bilatérales ;
- 74,205 milliards de F.CFA de dettes commerciales ;
- 18,113 milliards de F.CFA sur le marché financier ;
- 16,424 milliards de F.CFA de dettes multilatérales.

Les règlements de la dette intérieure se répartissent comme suit :

- dette bancaire : 6,254 milliards de F.CFA ;
- conventions diverses : 8,562 milliards de F.CFA ;
- moratoires : 6,717 milliards de F.CFA ;
- autres : 49,8 milliards de F.CFA.

Au 30 juin 2013, les arriérés sur la dette publique s'élèvent à 19,608 milliards de F.CFA, dont 19,606 milliards de F.CFA pour la dette intérieure.



**DEUXIEME PARTIE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET POLITIQUE DU
GOUVERNEMENT**

I-PERSPECTIVES ECONOMIQUES

En 2013, la production de nos principaux produits connaîtrait une légère baisse. Ainsi, les ventes des matières premières seraient bien orientées, du fait de la hausse des cours en dépit d'une légère baisse du taux de change du dollar américain face au franc CFA. En outre, dans un contexte de mise en œuvre progressive du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) à travers notamment l'exécution du Schéma Directeur National des Infrastructures (routes, voies ferrées, ports, aéroports et barrages hydroélectriques), les activités tournées vers le marché intérieur seraient dynamisées.

A- Les principales hypothèses

En 2013, en l'absence de découvertes majeures, la production pétrolière baisserait de 8,09% à 11,270 millions de tonnes contre 12,262 millions de tonnes initialement prévue. De même, le prix du baril du pétrole évoluerait de 2,08% à 98 USD et le taux de change du dollar reculerait de 1,96% à 500 F.CFA par rapport à la loi de finances initiale.

De même, les exportations de manganèse régresseraient de 20,79% pour se situer à 4 millions de tonnes. Face à une demande croissante, le prix de la tonne de manganèse connaîtrait une augmentation de 3,88% pour se situer à 289 dollars américains.

Tableau n°5 : Hypothèses du cadrage macroéconomique

(en milliards de F.cfa)	2012	2013		
	Réalisations	LFI	PLFR	PLFR/LFI (%)
Production pétrolière (en milliers de tonnes)	11 628	12 262	11 270	-8,09
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	110,8	96	98	2,08
Taux de change du dollar US (en FCFA)	510,6	510	500	-1,96
Exportations de manganèse (en milliers de tonnes)	3 137	5 050	4 000	-20,79
Prix de vente de manganèse (\$US/tonne)	272,6	278,2	289	3,88

Source : Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

B- Les résultats de la projection

1. L'équilibre des biens et services

Le taux de croissance du PIB s'établirait à 6,1% tiré par le dynamisme du secteur hors pétrole, en dépit de la baisse de l'activité pétrolière.

Tableau n°6 : Évolution du taux de croissance du PIB

En %	2011	2012	2013
PIB total	7,0	5,3	6,1
PIB pétrole	-2,4	-4,2	-3,1
PIB hors pétrole	11,7	9,4	9,6

Source : DGEPF

Au plan sectoriel, en 2013, hormis le secteur primaire qui table sur une croissance négative (-0,9%), les secteurs secondaire et tertiaire devraient progresser, avec des taux de 10,6% et de 10%, respectivement.

Les contreperformances du secteur primaire s'expliqueraient principalement par une baisse de la production du pétrole (-8,09%), liée au déclin naturel des champs matures, aux incidents techniques survenus sur d'autres champs et aux tensions sociales (grève de l'ONEP).

Le raffermissement du secteur secondaire est principalement lié à la consolidation de la branche bâtiment et travaux publics (+15,5%), du raffinage (+19,8%) et de l'électricité-eau (+7,2%).

Le renforcement de l'activité des BTP serait attribuable à la poursuite des chantiers du plan Directeur National des Infrastructures, alors que la reprise du raffinage s'expliquerait par une amélioration de l'outil de production.

La distribution d'eau et d'électricité connaîtrait une nette amélioration liée au renouvellement des équipements et à la maintenance de l'outil de production (Centrales thermiques).

Enfin, les progrès enregistrés par le secteur tertiaire découleraient principalement des résultats obtenus par les branches Transports et Communications (+9,6%), services (+10,3%) et commerce (+9,8%).

2. Les comptes des agents

Les entreprises

La production des entreprises serait en retrait de 13,9% et s'évaluerait ainsi à 8 784,6 milliards de F.CFA contre 10 208,3 milliards de F.CFA dans la loi de finances initiale 2013. Cette contraction résulterait de la baisse de la production pétrolière et non pétrolière, dans un contexte de quasi stabilité du cours du baril du pétrole et d'amélioration du prix de vente de la tonne de manganèse.

Les ménages

La consommation des ménages connaîtrait une augmentation soutenue du fait de la hausse des revenus, en lien avec l'embellie globale de l'activité économique. Dans ce contexte, les prix à la consommation seraient maîtrisés (1,3%) en 2013.

Le reste du monde

Comparativement à la loi de finances initiale, le solde des biens et services non facteurs s'améliorerait sensiblement de 0,6%. Cette évolution proviendrait essentiellement de l'accroissement des exportations (+8,5%), en dépit d'une hausse de 15,9% des importations.

II- POLITIQUE ECONOMIQUE

Le projet de loi de finances rectificative 2013 trouve sa justification essentiellement dans la révision des principales hypothèses macroéconomiques et la nécessité de la prise en compte par le Gouvernement des nouvelles urgences à caractère social, politique et d'ordre sécuritaire.

En vue d'atteindre les objectifs à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), il apparaît nécessaire de réorienter la dépense publique.

Dans cette optique, tout en réitérant l'ensemble des mesures annoncées dans le rapport économique et financier accompagnant la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, le projet de budget rectifié met l'accent sur :

- la réallocation des crédits budgétaires (d'investissement notamment), conformément à la réalité de l'exécution physique des projets sur le terrain et compte tenu de l'échéance de clôture des opérations budgétaires, fixée au 22 novembre 2013 par la circulaire n° 01342/MBCFP/CABM/SG/DGB/DPPB du 8 janvier 2013 portant mise en place de crédits budgétaires pour l'exercice 2013 ;
- l'intégration dans le service de la dette des remboursements TVA, des arriérés et instances du Trésor sur les exercices antérieurs, ainsi que ceux dus à la SOGARA ;
- le redéploiement d'une partie des crédits du Fonds Souverain de la République Gabonaise ;
- le financement des urgences du moment et autres engagements du Gouvernement, notamment:
 - ✓ les arriérés de soldes des agents de l'Etat (**45.000.000.000 F.cfa**) et le déficit du compte des pensions (**9.000.000.000 F.cfa**);
 - ✓ la prise en compte des urgences et recommandations du rapport McKinsey dans le secteur de l'Education (**54.020.180.148 F.cfa**) ;
 - ✓ les besoins du plan sécurité (Défense Nationale et Forces de police Nationale) pour **9.302.328.319 F.cfa**;
 - ✓ le niveau réel des besoins induit par la subvention des prix de carburant et le soutien à l'activité de raffinage (**132.300.000.000 F.cfa**) ;
 - ✓ le recensement général de la population (**5.000.000.000 F.cfa**) ;
 - ✓ l'augmentation de la dotation de la biométrie (**10.000.000.000 F.cfa**) ;
 - ✓ l'amélioration du système de collecte et de valorisation des ordures ménagères et industrielles (**3.600.000.000 F.cfa**) ;
 - ✓ la poursuite des travaux de la mise en œuvre du schéma directeur national des infrastructures (SDNI) ;

- ✓ la revalorisation de la prime d'incitation à la recherche (**5.000.000.000 F.cfa**).

De même, eu égard à la contre-performance observée dans le recouvrement des recettes, des crédits supplémentaires ont été accordés aux directions générales des Impôts, de la Douane et des Hydrocarbures afin d'augmenter leur capacité de mobilisation des ressources.



TROISIEME PARTIE L'EQUILIBRE FINANCIER



La conjoncture nationale et internationale présentée dans les perspectives économiques et la prise en compte des urgences du moment entraînent une modification de l'équilibre financier initialement arrêté dans la loi de finances 2013.

Aussi, tout en maintenant le cap de la mise en œuvre des projets du Plan Stratégique Gabon Emergent, notamment le financement du Plan Directeur National d'Infrastructures (PDNI) et le vaste programme de construction de logements, le Gouvernement s'attèle t-il à mettre en œuvre, entre autres, les conditions idoines à l'organisation des élections futures (mise en place de la biométrie), le recensement général de la population, le sommet de l'Union Africaine en 2014, l'amélioration du système de collecte et de valorisation des ordures ménagères et industrielles, etc.

Ainsi, les ressources attendues portent le projet de budget rectifié de l'année 2013 à 3.999,2 milliards F.CFA contre 3.141,2 milliards F.CFA, soit une hausse de 858 milliards F.CFA.

I-EQUILIBRE DES OPERATIONS BUDGETAIRES

Les opérations budgétaires retracent les ressources propres et les dépenses totales hors remboursement en capital.

Tableau n° 7: Résumé des opérations financières de l'Etat

<i>(en millions de F.cfa)</i>	LFI 2013	PLFR 2013	Ecart PLFR 2013/LFI 2013
1. Opérations budgétaires			
Ressources propres (+)	2 632 481	2 704 178	71 697
Dépenses courantes (-)	1 414 456	1 626 801	212 345
Dépenses en capital (-)	1 216 932	1 344 098	127 166
Solde des opérations budgétaires (+/-)	1 094	-266 721	-267 815

Sources : DGST, DGI, DGB, DGDDI, DGH

A-Ressources propres

Tableau n°8: Répartition des ressources propres

<i>(en millions de F.cfa)</i>	LFI 2013	PLFR 2013	ECART LFI 2013/PLFR 2013	
			VALEUR	%
Recettes pétrolières	1 442 368	1441 390	-978	-0,07
Recettes hors pétrole (hors dons)	1 190 113	1262 788	72 675	6,11
Dons	0	0	0	
Total recettes hors pétrole (y compris dons)	1 190 113	1 262 788	72 675	6,11
Ressources propres totales	2 632 481	2 704 178	71 697	2,72

Sources : DGI, DGDDI, DGEPEF, DGH

Les ressources propres se décomposent en recettes non pétrolières évaluées à 1.262,8 milliards de F.CFA et en recettes pétrolières arrêtées à 1.441,4 milliards de F.CFA.

1. Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières, arrêtées à 1.441,4 milliards de F.CFA seraient en baisse de près de 1 milliard de F.CFA par rapport à la loi de finances initiale, reflétant le recul de la production pétrolière en volume et la baisse des cours sur le marché du pétrole.

Tableau n°9 : Les recettes pétrolières

<i>(en millions de F.cfa)</i>	LFI 2013	PLFR 2013	ECART LFI 2013/PLFR 2013	
			VALEUR	%
Impôts sur les sociétés	215 200	193 938	-21 262	-9,88
Redevance	424 117	412 770	-11 347	-2,68
Contrats de partage de production	760 751	768 882	8 131	1,07
<i>dont recettes affectées aux fluctuations des prix des produits raffinés</i>	<i>132 300</i>	<i>132 300</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Autres recettes	42 300	65 800	23 500	55,55
Redevance superficielle	1 168	1 168	0	0
Boni	970	24 470	23 500	2 421,62
Participations dans les sociétés pétrolières	40 162	40 162	0	0
Total recettes pétrolières	1 442 368	1 441 390	-978	-0,07

Sources : DGI, DGH, DGELF

Les recettes issues du secteur pétrolier se répartissent en Impôt sur les sociétés, Redevance minière proportionnelle, Contrats de partage de production et autres recettes pétrolières.

En baisse de 21,3 milliards de F.CFA, les recettes générées par l'"Impôt sur les Sociétés" s'établiraient à 193,9 milliards de F.CFA dans le projet de budget rectifié 2013.

La "Redevance Minière Proportionnelle" quant à elle est estimée à 412,8 milliards de F.CFA. Elle serait en baisse de 11,3 milliards de F.CFA par rapport à la loi de finances initiale.

Les recettes issues des "Contrats d'Exploration et de Partage de Production" dans les champs pétroliers s'élèveraient à 768,9 milliards de F.CFA contre 760,8 milliards de F.CFA initialement prévu, soit une hausse de près de 1%.

Les autres recettes pétrolières connaissent une hausse de 23,5 milliards de F.CFA et se situeraient à 65,8 milliards de F.CFA. Elles se décomposent en :

- produits de participation de l'État dans les sociétés pétrolières maintenus à 40,2 milliards de F.CFA ;
- redevance superficielle arrêtée à 1,2 milliard de F.CFA ;
- bonis sur attribution des permis pour 24,5 milliards de F.CFA.

2. Les recettes hors pétrole (hors dons)

Globalement, les recettes hors pétrole seraient en hausse de 72,7 milliards de F.CFA, cette augmentation s'expliquerait par une amélioration des capacités de mobilisation des recettes, la suppression des mesures discrétionnaires portant sur la TVA et l'amélioration des rendements des contrôles fiscaux. Elles s'établiraient, au titre du projet de loi de finances rectificative 2013, à 1.262,8 milliards de F.CFA contre 1.190,1 milliards de F.CFA initialement prévus.

Tableau n°10 : Les recettes hors pétrole (hors dons)

<i>(En millions de F.cfa)</i>	LFI 2013	PLFR 2013	ECART LFI 2013/PLFR 2013	
			VALEUR	%
Impôts et taxes indirects	277 202	281 749	4 547	1,64
<i>dont TVA</i>	200 067	205 211	5 144	2,57
Impôts et taxes directs*	408 174	360 970	-47 204	-11,56
Recettes douanières	399 500	425 009	25 509	6,39
Autres recettes hors pétrole*	105 241	195 059	89 818	85,35
Total recettes hors pétrole hors dons	1 190 117	1 262 788	72 671	6,11

Sources : DGI, DGDDI

Les recettes hors pétrole se décomposent en impôts et taxes directs, impôts indirects, recettes douanières et autres recettes hors pétrole.

S'agissant des **impôts et taxes indirects**, ils connaîtraient une hausse globale de 1,6% et se situeraient in fine à 281,7 milliards de F.CFA contre 277,2 milliards initialement prévus, essentiellement imputable à l'augmentation de la recette de TVA (+5,1 milliards de F.CFA).

En ce qui concerne les **impôts et taxes directs**, ils diminueraient de 47,2 milliards de F.CFA. Cette contreperformance résulterait du mauvais rendement de l'impôt sur les sociétés (-63 milliards de F.CFA) du fait des résultats déclarés par les sociétés au titre de l'année 2012, malgré la bonne tenue de l'impôt sur les personnes (+15,8 milliards de F.CFA). Les **impôts et taxes directs** se situeraient à près de 361 milliards de F.CFA contre 408,2 milliards de F.CFA dans la loi de finances initiale.

Quant aux recettes douanières, elles s'établiraient à 425 milliards de F.CFA contre 399,5 milliards de F.CFA initialement prévus, soit une hausse de 6,4% liée essentiellement au renforcement des capacités opérationnelles des services de la douane et à la diversification des moyens de paiement sécurisés.

Enfin, il est à noter une bonne tenue des autres recettes hors pétrole qui connaîtraient une hausse de 85,4% pour se situer à 195,1 milliards de F.CFA. Cette évolution proviendrait principalement de :

- L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (+39,4 milliards de F.CFA) ;
- Les autres recettes fiscales (+47,8 milliards de F.CFA).

B- Dépenses totales (hors remboursement en capital)

Elles comprennent les charges de la dette publique hors remboursement en capital des emprunts et conventions de crédits, les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.

1. Analyse globale

Les dépenses courantes seraient en augmentation de 212,3 milliards de F.CFA par rapport au budget initial. Elles s'établiraient ainsi à 1.626,8 milliards de F.CFA.

Les paiements des intérêts de la dette s'élèveraient à 135,2 milliards de F.CFA contre 143 milliards de F.CFA initialement prévus, soit une baisse de 7,9 milliards de F.CFA.

Les dépenses de fonctionnement connaîtraient une hausse de 220,2 milliards de F.CFA à 1.491,6 milliards de F.CFA par rapport au niveau arrêté dans le budget initial. Cette hausse s'explique essentiellement par l'accroissement des dépenses de transferts et interventions.

Les dépenses en capital connaîtraient une augmentation de 127,2 milliards de F.CFA par rapport au budget initial et se situeraient à 1.344,1 milliards de F.CFA dans le projet de loi de finances rectificative 2013.

2. Analyse détaillée

2.1 Les intérêts de la dette publique

Tableau n°11 : Répartition des intérêts de la dette publique

(en millions de F.cfa)	LFI 2013	PLFR 2013	ECART LFI 2013/PLFR 2013	
			Valeur	%
Extérieurs	113 868	106 001	-7 867	-6,9
<i>Courant</i>	113 868	106 001	-7 867	-6,9
<i>Arriérés</i>	0	0	0	
Intérieurs	29 168	29 168	0	0
<i>Courant</i>	29 168	29 168	0	0
DGD	9 731	9 731	0	0
TRESOR	19 437	19 437	0	0
<i>Arriérés</i>	0	0	0	
Total paiement d'intérêts	143 036	135 169	-7 867	-5,5

Sources : DGD, DGST, BEAC

En baisse de 7,9 milliards de F.CFA par rapport à la loi de finances initiale, les charges de la dette publique hors remboursement en capital s'élèveraient à 135,2 milliards de F.CFA en 2013. Elles comprennent :

- Dette extérieure : 106 milliards de F.CFA ;
- Dette intérieure : 29,2 milliards de F.CFA.

2.2 Le fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'élèveraient à 1.491,6 milliards de F.CFA contre 1.271,4 milliards de F.CFA arrêtés dans la loi de finances initiale.

Elles comprennent les dépenses relatives aux "traitements et salaires", aux "biens et services" et aux "transferts et interventions".

Tableau n° 12 : Les dépenses de fonctionnement

	LFI 2013	PLFR 2013	ECART LFI 2013/PLFR 2013	
			VALEUR	%
Traitements et salaires	551 258	561 425	10 167	1,84
Biens et services	360 159	419 883	59 724	16,58
Transferts et interventions	360 002	510 324	150 322	41,76
Total	1 271 420	1 491 633	220 213	17,32

Source : DGB

2.2.1 Traitements et salaires

Initialement prévue à 551,3 milliards de F.CFA, la masse salariale connaîtrait une hausse de 10,2 milliards de F.CFA pour se situer à 561,4 milliards de F.CFA. Cet

accroissement est essentiellement imputable à la revalorisation de la prime d'incitation à la recherche (+5 milliards F.CFA), à la prise en charge des infirmiers locaux (+1,6 milliard de F.CFA) et au réajustement des indemnités de vacation des examens et concours de l'Education Nationale (+2 milliards F.CFA).

2.2.2 Biens et services

Les dépenses relatives aux "biens et services" augmenteraient de 59,7 milliards de F.CFA par rapport à la loi de finances initiale pour se situer à 419,9 milliards de F.CFA dans le projet de loi de finances rectificative 2013. Cette évolution s'explique notamment par la prise en compte du financement complémentaire du centenaire du Dr Schweitzer (+5 milliards), des besoins du plan de sécurité (Défense Nationale et Forces de Police Nationale : +9,3 milliards) et du secteur de l'Education (restauration scolaire et universitaire : +9 milliards, frais d'écolage : +1,4 milliard), du réajustement des consommations des services d'utilité publique (+6,8 milliards) et de la convention nettoyage de l'Administration (+5,2 milliards).

2.2.3 Transferts et interventions

En hausse de 150,3 milliards de F.CFA, les dépenses liées aux "transferts et interventions" se situeraient à 510,3 milliards de F.CFA. Cette tendance s'explique par :

- le rééquilibrage en dépense de la taxe affectée à la SOGARA, portant ainsi l'inscription au bénéfice de cette société à 205,3 milliards de F.CFA contre 79,2 milliards de F.CFA ;
- le renforcement du niveau des crédits destinés au paiement des pensions (+9 milliards de F.CFA) ;
- la prise en compte de la subvention (+3,6 milliards de F.CFA) à la société Clean Africa (ex SOVOG).

2.3 Les dépenses en capital

Tableau n° 13 : Répartition des dépenses en capital

	LFI 2013	PLFR 2013	ECART LFI 2013/PLFR 2013	
			VALEUR	%
Dépenses de développement	1 108 702	1 237 821	129 119	11,65
Dépenses d'équipement	108 230	106 278	-1 952	-1,8
Total	1 216 932	1 344 098	127 166	10,45

Source : DGB

Les dépenses en capital connaîtraient une expansion de 127,2 milliards de F.CFA par rapport aux prévisions initiales et se situeraient à 1.344,1 milliards de F.CFA dans le projet de loi de finances rectificative 2013 dont 297,5 milliards de F.CFA au titre des projets financés

sur les ressources extérieures. Elles se répartissent pour 106,3 milliards de F.CFA en dépenses d'équipement et 1.237,8 milliards de F.CFA en dépenses de développement.

L'augmentation des dépenses de développement (11,7%) est principalement imputable à l'accélération de l'exécution du Schéma Directeur National d'Infrastructures (SDNI), à la prise en compte du plan d'urgence de l'Education (+36,3 milliards), au recensement général de la population et du logement (+5 milliards) et au renforcement de la dotation allouée à la mise en place de la biométrie (+10 milliards).

Les dépenses d'équipement connaissent une baisse de 1,8 milliard de F.CFA du fait du redéploiement des crédits au profit des dépenses de développement, malgré la prise en compte des dépenses supplémentaires liées au renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité.

II - EQUILIBRE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT

Les opérations de financement reprennent le solde des opérations budgétaires. Elles retracent ensuite les ressources d'emprunt de l'Etat, les remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédit, les prêts, avances et dépôts et l'affectation des résultats de l'année en cours ou des années antérieures.

A- Ressources d'emprunt

Tableau n°14 : Les ressources d'emprunt

<i>(en milliards de F.cfa)</i>	LFI 2013	PLFR 2013	ECART	
			PLFR 2013/LFI 2013	
			Valeur	%
Tirages sur emprunt extérieurs	268 700	297 482	28 783	10,71
Emprunt d'équilibre	240 000	997 500	757 500	315,63
Total	508 700	1 294 982	786 283	154,57

Source : DGD

Les ressources d'emprunt s'élèveraient à près de 1.295 milliards de F.CFA contre 508,7 milliards de F.CFA initialement prévus. Elles se décomposent en tirages extérieurs (297,5 milliards de F.CFA) et en emprunt d'équilibre (997,5 milliards de F.CFA).

La hausse des financements extérieurs de 10,7% par rapport aux prévisions initiales, résulterait de l'intensification des dépenses liées notamment à la construction des logements et aux infrastructures (énergétiques, sanitaires, routières, etc.). En plus du financement des arriérés de solde des agents de l'Etat à rechercher sur le marché local (140 milliards de F.CFA d'emprunt syndiqué et 100 milliards de F.CFA d'emprunts obligataires), l'Etat aura recours à l'emprunt obligataire sur le marché international pour le refinancement de l'Euro bond de 2007 pour un montant de 757,5 milliards de F.CFA.

En effet, il s'agit de saisir l'opportunité offerte par les conditions favorables du marché financier international marquées par la préférence manifestée par les investisseurs internationaux pour les titres des pays émergents, notamment ceux de l'Afrique. Cette situation se traduit par une tendance à la baisse des taux d'intérêt et des engagements sur des maturités plus longues.

Cette opération vise à alléger le poids annuel du service de la dette sur les dix prochaines années.

Tableau n°15 : Répartition des remboursements en capital

	LFI 2013	PLFR 2013	ECART LFI 2013/PLFR 2013	
			Valeur	%
Extérieurs	198 971	680 675	481 704	242,1
<i>Courant</i>	198 971	680 675	481 704	242,1
<i>Arriérés</i>	0	0	0	
Intérieurs	166 586	327 586	161 000	96,6
<i>Courant</i>	107 586	223 586	116 000	107,8
DGD	107 586	223 586	116 000	107,8
Trésor	0	0	0	
<i>Arriérés</i>	5 000	50 000	45 000	900,0
DGD	0	0	0	
Autres	5 000	50 000	45 000	900,0
<i>Dettes aux agents</i>	0	45 000	45 000	
<i>Opérations de couverture</i>	5 000	5 000	0	0,0
<i>AJE</i>	5 000	5 000	0	0,0
<i>Restructuration</i>	49 000	49 000	0	0,0
Total remboursements en capital	365 556	1 008 261	642 704	175,8

Sources : DGD, DGST, BEAC

Les remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédits se chiffrent à 1.008,3 milliards de F.CFA dans la loi de finances rectificative 2013 contre 365,6 milliards de F.CFA initialement prévus, soit une hausse de 642,7 milliards de F.CFA.

Ces remboursements se décomposent comme suit :

- créanciers extérieurs : 765,7 milliards de F.CFA ;
- créanciers locaux : 242,6 milliards de F.CFA.

Fixés à 199 milliards de F.CFA dans la loi de finances initiale, les remboursements en capital sur la dette extérieure augmentent de 566,7 milliards de F.CFA pour se situer à 765,7 milliards de F.CFA. Ces remboursements se répartissent de la manière suivante :

- dette bilatérale : 33,2 milliards de F.CFA ;
- dette multilatérale : 42,9 milliards de F.CFA ;
- dette commerciale : 124,4 milliards de F.CFA ;
- Marchés financiers : 565,2 milliards de F.CFA.

En hausse de 76 milliards de F.CFA par rapport à la prévision initiale, les remboursements en capital de la dette intérieure s'élèvent à 242,6 milliards de F.CFA ventilés ainsi qu'il suit :

- service courant DGD : 138,6 milliards de F.CFA ;
- arriérés autres dettes : 50 milliards de F.CFA ;
- service courant autres dettes : 5 milliards de F.CFA ;

- Restructuration : 49 milliards de F.CFA.

B-Prêts, Avances et Dépôts

Le poste « Prêts, Avances et Dépôts » enregistre une baisse de 124,2 milliards de F.CFA et se situerait à 20 milliards de F.CFA consacrés au Fonds Souverain de la République Gabonaise (FSRG), institué par l'ordonnance n°00000002/PR/2012 du 23 février 2012. Cette baisse est imputable aux efforts d'absorption du déficit occasionné par la prise en compte des besoins additionnels.

C-Affectation des résultats

Tableau n°16 : Détermination et affectation des résultats des exercices

<i>(en millions de F.cfa)</i>	LFI 2013	PLFR 2013	Ecart PLFR 2013/LFI 2013
1. Opérations budgétaires			
Ressources propres (+)	2 632 481	2 704 178	71 697
Dépenses courantes (-)	1 414 456	1 626 801	212 345
Dépenses en capital (-)	1 216 932	1 344 098	127 166
Solde des opérations budgétaires (+/-)	1 094	-266 721	-267 815
2. Opérations de financement			
Solde des opérations budgétaires (+/-)	1 094	-266 721	-267 815
Ressources d'emprunts liés (+)	268 700	297 482	28 782
Remboursements en capital (-)	-365 556	-1 008 261	-642 704
Financement résiduel (+/-)	95 763	977 500	881 737
Solde des opérations de financement (+/-)	0	0	0
3. Résultats			
Résultat prévisionnel de l'exercice (+/-)	0	0	0
Résultat prévisionnel de l'exercice antérieur (+/-)	0	0	0
Résultat cumulés des années antérieures (+/-)	48 312	48 312	0
Solde à nouveau prévisionnel (+/-)	48 312	48 312	0

Sources : DGB, DGST, DGD

L'exécution du budget rectifié de l'exercice 2013 se solderait par un résultat prévisionnel nul.

Ainsi, en tenant compte des résultats des années antérieures, le solde à nouveau du compte permanent des découverts du Trésor s'établirait à 48,3 milliards de F.CFA.

Fait à Libreville, le

Le Ministre de l'Economie,
de l'Emploi et du Développement Durable

Le Ministre du Budget, des Comptes
Publics et de la Fonction Publique

Luc OYOUBI

Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA